

Recherches sociographiques



Diane BELLEMARE et Lise POULIN SIMON, *Le défi du plein emploi : un nouveau regard économique*

Pierre Fortin

Volume 28, Number 2-3, 1987

La famille

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056331ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056331ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Fortin, P. (1987). Review of [Diane BELLEMARE et Lise POULIN SIMON, *Le défi du plein emploi : un nouveau regard économique*]. *Recherches sociographiques*, 28(2-3), 512–515. <https://doi.org/10.7202/056331ar>

constate habituellement en milieu québécois. Notre seconde remarque porte sur la présentation des résultats chiffrés. La plupart du temps, ils ont donné lieu à la construction d'un tableau. Certes les tableaux sont d'une tenue impeccable, tant du point de vue de leur présentation matérielle que de leur précision. Ils sont cependant fort nombreux et occupent environ 90 des 223 pages que comporte l'ouvrage. Ils viennent renforcer puissamment l'aspect descriptif du texte.

Serge CÔTÉ

GRIDEQ,

Université du Québec à Rimouski.

Diane BELLEMARE et Lise POULIN SIMON, *Le défi du plein emploi : un nouveau regard économique*, Montréal, Saint-Martin, 1986, 530p.

Ce livre des professeurs Bellemare et Poulin Simon relève de l'économie politique engagée. Il rapporte souvent les faits de manière sélective et partielle. Il manque parfois de rigueur analytique et tourne les coins rond. Il est manichéen : il y a les bons sociaux-démocrates et les méchants néo-conservateurs (ou, plus dangereux encore parce que plus subtils, les sournois keynésiens libéraux). Il sent la plaidoirie d'un bout à l'autre. Il contient beaucoup d'erreurs de langue. Il est d'une longueur excessive, typiquement universitaire. Mais peu importe. C'est un bon livre. L'intuition fondamentale est juste. Je prédis qu'elle sera influente dans toutes les organisations et les partis politiques qui œuvrent à gauche de l'extrême centre au Québec et au Canada. À bien surveiller, à l'heure où l'on prédit la métamorphose de l'action syndicale et l'ascension politique du Nouveau parti démocratique.

L'argumentation est simple. L'histoire de la politique économique au Canada depuis quarante ans est l'histoire de la résignation progressive à un taux de chômage de plus en plus élevé : 4.5% dans les années 1950, 5% dans les années 1960, 7% dans les années 1970, 10% dans les années 1980. On en est ainsi venu à nier l'importance du coût humain et financier du chômage. On a commencé à laisser croire qu'il est en grande partie volontaire. On s'est mis à accorder la priorité à la lutte contre l'inflation, à la stabilité de la devise, à l'équilibre budgétaire, et on a poursuivi ces objectifs au moyen d'une restriction persistante du crédit et de la dépense publique qui a sans cesse aggravé le chômage. On laisse maintenant entendre qu'au moindre signe de faiblesse de la banque centrale ou des gouvernements en faveur d'un crédit plus facile ou d'un budget plus expansionniste, une nouvelle flambée inflationniste s'amorcera sans que l'emploi ne s'améliore. Les rambos de la désinflation se sont emparés du siège avant de la politique macroéconomique.

Il ne restait alors qu'à bonifier les programmes de main-d'œuvre et de sécurité du revenu et à multiplier les interventions de développement industriel et régional qui permettraient aux classes laborieuses de vivre avec un niveau élevé de chômage sans troubler la paix sociale. C'est bien ce qu'on a fait, quoique la plupart du temps avec une

inefficacité consommée. La démonstration historique de ce désengagement macroéconomique et de cette inefficacité des programmes s'étale sur les deux cent cinquante pages et les huit chapitres qui forment la première partie du livre.

Bellemare et Poulin Simon sont profondément indignés par la légèreté avec laquelle les pouvoirs publics ont laissé la situation de l'emploi se dégrader au fil des années. Le scandale possède deux dimensions. Premièrement, le coût social annuel d'un chômage élevé est proprement astronomique. Par exemple, vivre avec un taux de chômage de 10% plutôt que de 4% entraîne pour le Québec une perte économique annuelle que les auteurs établiraient peut-être à 15% de son revenu intérieur brut, ou dix-huit milliards de dollars. Le coût humain du chômage est sans doute plus élevé encore. Ce calcul des coûts économiques et humains, elles l'ont développé dans leur livre précédent, *Le plein emploi: pourquoi?* (Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1983). Deuxièmement, la situation est d'autant plus aberrante à leurs yeux que les moyens pratiques d'atteindre le plein emploi sans relancer l'inflation sont à notre portée. La seconde partie du présent ouvrage est donc passée à démontrer cette « praticabilité » des moyens de poursuivre le plein emploi.

L'argumentation revêt ici deux formes, l'une théorique, l'autre historique. Sur le plan théorique, les auteurs prétendent que c'est le comportement des « groupes stratégiques » (organisations patronales, syndicales, coopératives, communautaires et autres) qui détermine en grande partie le niveau critique du taux de chômage en deçà duquel l'inflation s'accélère. Si on laisse ces groupes agir purement chacun pour soi, leur égoïsme naturel entraîne inévitablement des rigidités économiques et sociales importantes. L'inflation tendra à s'accélérer même si le chômage est encore généralisé. L'économie sera beaucoup moins productive, le niveau de vie moins élevé, et les inégalités sociales plus prononcées. L'explication en est que, dans l'adversité réelle ou appréhendée (récession économique, changement technologique, menace des concurrents extérieurs, libéralisation des échanges commerciaux, etc.), chacun se cabre, se retranche et protège ses acquis aux dépens des groupes concurrents. La société se prive d'explorer les voies de solution supérieures, qui amélioreraient le sort de tous les groupes à la fois sans créer une inflation qui est l'expression sociale de l'incompatibilité entre les exigences de revenu des divers groupes en concurrence. La société est comme prisonnière du dilemme de ses parties. L'action collective et la démocratie économique sont bloquées.

Selon Bellemare et Poulin Simon, la solution à l'impasse consiste littéralement à enfermer les groupes stratégiques dans une pièce et à ne les en laisser sortir qu'au moment où ils se seront entendus sur une solution collective issue de la négociation sociale. Ce qui garantit que la solution retenue sera supérieure est que la négociation entre les groupes les forcera à tenir compte des conséquences de l'action particulière de chacun sur le bien-être de tous les autres. Elle permettra ainsi la rencontre du socialement efficace avec l'individuellement acceptable. L'interaction entre les groupes devient un élément capital du processus de prise de décision.

La réussite de l'opération repose sur quatre conditions : 1. un engagement politique ferme et décisif de l'État à réaliser le plein emploi, 2. la participation continue et formelle des groupes à la formulation même des politiques économiques et sociales, 3. leur engagement institutionnel à gérer, à surveiller et à contrôler l'application des décisions collectives, et 4. le respect de l'autonomie d'action des groupes et des communautés

au niveau le plus décentralisé possible. Bref, la négociation sociale large, ouverte et permanente remplacerait le système actuel de *lobbying* individuel spécifique, secret et sporadique. Les auteurs affirment qu'une telle réforme conduirait au plein emploi non inflationniste, c'est-à-dire à un taux de chômage purement frictionnel de 2% ou 3% sans tendance à l'accélération de l'inflation, à une croissance économique raffermissée, à une réduction notable des inégalités socio-économiques dont est responsable le chômage élevé, et à une paix sociale durable.

L'analyse théorique du rôle des groupes stratégiques et l'explication de la réforme sociale envisagée s'étend sur les cent premières pages ou les quatre premiers chapitres de la seconde partie. Le reste du livre, c'est-à-dire les cent dernières pages de la seconde partie (trois chapitres) et la conclusion, est consacré à l'examen des institutions, des politiques et du rendement économique de quatre pays européens qui ont adopté, au cours des décennies récentes, l'approche de la négociation sociale permanente, soit l'Autriche, la Norvège, la Suède et l'Allemagne fédérale, et à la présentation d'un scénario de réforme institutionnelle qui pourrait être compatible avec l'histoire sociale et les traditions québécoises et canadiennes. Cet argument historique est beaucoup plus important pour la crédibilité de la thèse des auteurs que leur « preuve » théorique préalable. Car il démontre la possibilité concrète d'une action collective efficace en faveur du plein emploi dans des temps et des lieux très divers. La théorie a beau présenter des conjectures, seule l'histoire peut les confirmer ou les réfuter.

Dans le cas à l'étude, on observe que les quatre pays européens considérés ont connu depuis deux décennies des taux de chômage inférieurs à 4%, même pendant les pires récessions qu'ils ont essuyées (sauf l'Allemagne, depuis qu'elle a abandonné le principe de la négociation sociale au tournant de la présente décennie). Leurs taux d'inflation n'ont par ailleurs jamais dépassé la moyenne européenne. Les expériences ont été très différentes d'un pays à l'autre, l'Autriche et la Norvège tablant surtout sur la concertation en matière de politique macroéconomique, la Suède et l'Allemagne sur la politique de gestion du marché du travail. Mais tous ont appliqué le principe de la négociation véritable entre partenaires sociaux, qui engage formellement les parties et dont les résultats s'appliquent de manière flexible et décentralisée.

En conclusion, Bellemare et Poulin Simon offrent quelques observations sur le mode de négociation sociale et de démocratie économique qui serait réalisable au Canada et au Québec. Elles accordent beaucoup d'importance au partage des responsabilités entre les niveaux fédéral et provincial de gouvernement. Elles concluent que le volet « gestion macroéconomique » doit demeurer d'abord sous responsabilité fédérale, mais que les volets « marché du travail » et « développement régional » pourraient être plus efficacement concrétisés au niveau provincial.

Les problèmes d'implantation de la réforme proposée ne sont cependant qu'effleurés. Il ne suffit pas ici de remplacer l'analyse objective de ses chances de réussite par des affirmations vagues du genre « L'État amènera les parties à négocier ». Et si les parties refusaient l'aventure? Plus encore, comment pourrait s'obtenir la participation d'une centrale vouée à la lutte des classes aux mêmes tables décisionnelles qu'une chambre d'affaires infestée d'idéologues néo-conservateurs sans que ne se reproduise à de multiples exemplaires l'impasse permanente dont souffre la C.S.S.T. depuis sa fondation?

Les faiblesses analytiques et formelles de ce livre ne peuvent être niées. Plusieurs ne manqueront pas, pour cette raison, de le décrier. Il est également beaucoup trop long et ne rejoindra pas autant de lecteurs qu'il aurait pu avec trois cents pages de moins. Mais il demeure très important par son message central sur le plein emploi : souhaitable et pratiquement réalisable. Il nous invite à remettre de l'ordre dans nos valeurs. Il nous convie à une réforme importante et praticable de nos institutions politiques, économiques et sociales. Je le reçois, quant à moi, avec sympathie et aussi avec admiration pour l'énergie et la détermination que les auteurs ont mises à exposer et à défendre leur thèse. Aux gens d'action à prendre le relais.

Pierre FORTIN

*Département d'économie,
Université Laval.*